

Les Verts veulent 10 millions d'arbres

BIODIVERSITÉ Le parti projette une initiative populaire pour arboriser les villes et les campagnes. Le débat pourrait avoir lieu en 2023, année des élections.

Dans les villes, chaque arbre abattu crée une polémique. Dans les campagnes, ce sont les haies qui divisent paysans et écologistes. Face à la mort d'un platane ou d'un noisetier, l'émotion prend vite le dessus. C'est sur cette corde que jouent les Verts, puisque la direction envisage une nouvelle initiative populaire.

L'objectif? Planter 10 millions d'arbres en dix ans, grâce à des mesures incitatives et des exigences accrues. Pour ce faire, l'article 77 de la Constitution serait modifié. À côté de la protection et de la valorisation des forêts, figurerait aussi celle des arbres.

«La forêt gagne du terrain dans les montagnes, mais dans les campagnes et les villes, les arbres sont soumis à une forte pression, justifie Delphine Klopfenstein Brogгинi (Verts/GE). Sur les terres agricoles, leur nombre est passé de 14 à 4 millions depuis 1950.» Coût de l'opération? Deux cents francs par arbre, soit 2 milliards en tout. Les Verts imaginent financer l'opération selon le principe du pollueur-payeur lors de zonage.

Puits à carbone

L'arbre est un refuge pour la biodiversité, rappelle le parti. C'est aussi - comme puits à carbone - un atout climatique, et il protège de la chaleur. Sans oublier sa dimension symbolique et l'impact visuel positif d'un paysage plus arboré.

Une image d'Épinal? «Pas du tout, rétorque Delphine Klopfenstein Brogгинi. Ce projet fait aussi écho à l'agroforesterie. Un mode d'exploitation des terres agricoles qui, en associant arbres, cultures et élevage, permet de mieux protéger les sols. Et en milieu urbain, l'arbre lutte efficacement contre les fortes températures en été.»

Les Verts n'ont pas choisi le calendrier par hasard. Lancer une initiative maintenant, c'est l'assurance de l'inscrire à l'agenda politique en 2023, année d'élections fédérales.

Embouteillage d'initiatives

Mais cette idée arrive alors qu'un embouteillage se profile sur les thématiques environnementales. En juin, la population devra dire si elle soutient les initiatives anti-pesticides mais aussi sur la loi sur le CO₂, pilier de l'engagement sur le respect de l'Accord de Paris sur le climat. À l'horizon, se profile le débat sur l'élevage intensif et l'initiative sur les glaciers qui vise à abolir les énergies fossiles d'ici à 2050.

Dans la foulée, deux initiatives traitant du paysage et de la biodiversité vont arriver devant le parlement. La première a pour objectif de réserver plus d'espace à la préservation de la biodiversité, la seconde à mettre un terme au mitage du territoire dans la zone agricole en y limitant strictement les conditions. Fait nouveau, ces initiatives ont pour la plupart fait l'objet d'un contre-projet du Conseil fédéral. Mais aucune n'a pour l'heure été retirée. Il est quasi sûr que le peuple se prononcera.

Du coup, les Verts ne craignent-ils pas de provoquer l'indigestion? «Au contraire. Aujourd'hui, on a raison de parler de crise sanitaire et de crise économique, mais on ne doit pas oublier celle bien réelle de la biodiversité», répond Delphine Klopfenstein Brogгинi.

Avant le verdict des urnes, il y aura celui du parlement. Et cette initiative permettrait de mieux régater face au lobby de la construction, mais pourrait froisser les paysans. «À titre personnel, je souscris aux buts de ce texte, réagit Christine Bulliard-Marbach (PDC/FR). Quand j'ai repris le domaine, j'ai planté des arbres fruitiers et des haies. Mais je comprends le mécontentement de certains agriculteurs à qui on dit de changer leur façon de produire tous les quatre ans. À terme, c'est intenable.»

FLORENT QUIQUEREZ
JULIEN WICKY